LE P.O.B. ET LA RECONNAISSANCE DE BURGOS : RUPTURE OU CONTINUITE ?

par

Christian SAELENS
Licencié en sciences politiques
ULB

A l'instar des autres partis socialistes européens, le Parti Ouvrier Belge était traversé durant les années 30 par une série de contradictions. La première de ces contradictions procédait de l'impuissance et de l'inertie dont le Parti faisait preuve face à la crise économique et qui révélaient une distanciation croissante entre ses attitudes concrètes et un discours empruntant encore pour beaucoup à une phraséologie marxiste et révolutionnaire. Le Parti avait alors renoncé à l'illusion de la conquête parlementaire du pouvoir, en se repliant sur la collaboration gouvernementale, à condition qu'il en fut le pivot. La stratégie socialiste se basait essentiellement sur la voie légale et l'institutionnalisation des luttes sociales et politiques (1). La collaboration gouvernementale entrait parfaitement dans cette voie et le Parti ne s'en dégagerait que sous la contrainte d'événements échappant à sa responsabilité.

Les leaders syndicaux socialistes voyaient alors dans la collaboration gouvernementale la condition sine qua non de toute réforme sociale. La voie dans laquelle s'était engagé le Parti en 1935 et 1936 fermait ainsi délibérément la porte à toute perspective de Front populaire. A cet égard, c'était bien plus le socialisme scandinave qui servait de modèle de référence au P.O.B. que l'expérience du socialisme français ou espagnol, jugée inadéquate à la situation belge. D'aucuns gratifiaient le P.O. d'une vocation nouvelle : il devenait "parti de gouvernement" (2). Conception d'après laquelle les respon-

(1) L'étude de la grève de juin 1936 est à cet égard significative. Voir Joseph Bondas et Jef Rens : *Un nouveau départ. La grève de juin 1936*, Commission Syndicale de Belgique, 1936.
(2) Henri de Man avait lancé la formule dans un discours retentissant à Anvers en octobre 1937. Notons qu'Edouard Anseele avait déjà lancé une telle formule en 1911.
Marcel Liebman : "L'impuissance du réalisme. A propos de 25 ans de socialisme belge". *Contradictions* n° 44, 1985, pp. 35-42.

sabilités gouvernementales n'incombaient pas aux seuls ministres socialistes, mais devaient être supportées par le Parti tout entier.

Une deuxième contradiction, qui explique en partie la première, tenait à la structure même du Parti dont l'affiliation était presque entièrement médiatisée par ses organisations socio-économiques. Le poids de celles-ci, des centrales syndicales surtout, était déterminant dans la définition d'une ligne politique. Ce n'était pas le moindre des paradoxes, pour ce parti politique, d'avoir une affiliation proprement politique faire figure d'exception. Ce n'était pas le moindre des paradoxes, pour ce parti "révolutionnaire", d'être travaillé par l'"économisme" de la majorité de ses dirigeants, notamment des leaders syndicaux, et qui faisait de la politique "un parent pauvre du parti" (3). Economisme qui n'était pas sans effet sur la critique politique et idéologique de l'internationalisme.

Une troisième contradiction tenait au fait que l'éclatement de divergences successives qui secouaient les débats sur les idées doctrinales et leur conception pratique surtout, conduisait progressivement à une série de lignes de fracture qui ne se traduisaient pas, cependant, par une cristallisation des oppositions internes. Les problèmes soulevés se mêlaient et paraissaient inextricables. La politique internationale et la lutte antifasciste venaient compliquer les positions initiales sur la collaboration au gouvernement d'union nationale. Les oppositions internes, aiguisées par les questions de politique internationale, se gommaient apparemment dans un premier temps par les traditionnelles nécessités unitaristes du Parti et par les quasi-unanimités "motionnaires" qui en découlaient. Le caractère logomachique des résolutions prises à propos de la politique de non intervention des Etats illustre bien le propos. Lors des débats autour de la reconnaissance du gouvernement franquiste, les positions initiales sur la collaboration gouvernementale semblaient se renverser, au point de menacer l'existence du premier gouvernement dirigé par un socialiste, mais finissaient par se rétablir sans que le Parti changeât fondamentalement de politique. L'histoire du P.O.B. et de la guerre d'Espagne révèle cette série de contradictions.

Il apparaît comme normal de représenter les décisions au sein du Parti d'après un cloisonnement étanche qui départagerait les "doctrinaires", "orthodoxes", "idéalistes", des "pragmatiques", "néos" et "réalistes". Cette représentation, qui n'est en fin de compte que la reprise des accusations que se lançaient les protagonistes entre eux, relève d'une vision réductrice dont la prétention est d'esquiver le ca-

(3) M. LIEBMAN : "Les socialistes belges 1885-1914."
Ed. Vie Ouvrière, Bruxelles, 1979, p. 185.

ractère idéologique des débats et des enjeux profonds qu'ils reflètent. Même si les oppositions internes connaissaient des contours mal définis et fluctuants, il est plus exact de dire que la question espagnole séparait la gauche du parti de sa droite. Herman Balthazar définit la gauche du P.O.B. en fonction de l'attachement à l'internationalisme, de la lutte antifasciste et de l'Espagne : "Etre de gauche signifiait se manifester ouvertement comme antifasciste, adhérer au mythe de la république espagnole, cultiver la peur de l'ordre nouveau, etc... Toutes ces positions comportaient un certain nombre de nuances : on pouvait être un militant de la Ligue contre la guerre, on pouvait adopter un pragmatisme libéral prudent, mais on savait clairement de quel côté on se trouvait" (4). En ce sens, cette définition s'applique à des personnalités comme Louis Piérard et Camille Huysmans, qui en 1933 pourtant, en prônant le retour rapide à la collaboration gouvernementale incarnaient une droite du P.O., décriée par l'extrême gauche socialiste. Tous deux effectuèrent le voyage en Espagne. Huysmans devait même subir, à son retour de Madrid, un assaut en règle à la Chambre de la part de l'extrême droite et des catholiques (5).

La guerre d'Espagne devait, dès le début, soulever dans les rangs socialistes une indignation générale et susciter un élan "naturel" de sympathie, pourrait-on dire, pour les républicains. Bien vite cependant devaient surgir les premières difficultés avec l'adoption par les Etats européens d'une politique de non-intervention qui mettait les deux parties adverses sur un plan d'égalité théorique. Si, dans un premier temps, le principe de non-intervention ne soulevait que peu de réactions, il s'avérait que les critiques porteraient sur son application dans les faits. La proposition du gouvernement français d'ouvrir des négociations sur le projet de non-intervention se trouvait "dictée par le plus irréprochable esprit d'équité" notait "Le Peuple" du 3 août. Louis de Brouckère, président de l'I.O.S., n'hésitait pas à exprimer son scepticisme. Mettre les républicains et les insurgés sur le même pied, n'était-ce pas tout simplement contrevenir au droit international qui alimentait l'essentiel de ses thèses ? Mais il était encore trop tôt pour se faire l'accusateur des gouvernements démocratiques qui avaient subi "les dures conséquences de tout un passé de capitulations pour ne pas dire de lâcheté" (6).

(4) Herman BALTHAZAR : "H. de Man : un portrait" *Septentrion*, septembre 1976, n° 2, p. 86.
(5) *Annales Parlementaires Chambre*, (APC) séance du 10 fév. 1937.
(6) *Le Peuple*, 9 août 1936. De Brouckère se réfère aux événements du Mandchoukouo, Ethiopie, Rhénanie...

Ainsi, malgré l'aberration que constituait la non-intervention au regard du droit international, c'était mesuré que de Brouckère se ralliait à la non-intervention. S'étant rendu en Espagne au début du mois d'août, il constatait que les républicains pouvaient aisément l'emporter sur les insurgés à condition que ceux-ci ne bénéficiassent pas de l'appui militaire des puissances fascistes (7). L'aide massive et directe de l'Allemagne et de l'Italie appelait par conséquent la révision de cette première attitude. Presque unanimement, la presse socialiste dénonçait la "duperie", la "comédie" de la non-intervention (8).

Mais, entrée dans les faits, entrée dans la pratique des gouvernements français, britannique et belge, la non-intervention bénéficiait néanmoins d'une acceptation réelle, mais souvent résignée. La guerre civile se transforme en guerre internationale contre le fascisme disait-on à gauche. L'Espagne serait-elle le point de départ de nouveaux rapports de force en Europe ? Réalité insuffisante pourtant pour trancher de manière définitive la dénonciation au sein du Parti de la pratique de non-intervention belge.

Ainsi la pratique non-interventionniste ne devait pourtant pas conduire le Parti à considérer la question espagnole sous l'angle d'un dilemme mais sous l'angle d'une problématique. Plutôt que d'effectuer un choix contraint entre inclinaisons positives (appui concret et adapté aux besoins de défense de la République et poursuite de la collaboration gouvernementale), il s'agissait au contraire de les allier. Les résolutions des Congrès et Conseils Généraux en faisaient foi. Problématique assurément aisée à concevoir sur le plan théorique mais qui était difficilement réalisable dans les faits, dans la mesure où la pratique non-interventionniste du gouvernement était en contradiction avec l'essence même de la non-intervention. Cette problématique et la confusion qui existait entre réalité et principe de non-intervention devaient provoquer une controverse entre deux des principaux protagonistes et, à travers eux, entre la droite et la gauche du Parti. Vandervelde expliquera en effet qu'en tant que ministre, il s'était trouvé placé devant une difficulté : la non-intervention, non seulement, il la "subissait" mais il la "pratiquait" simultanément. Difficulté qui l'amènera à dénoncer ultérieurement les socialistes qui, à l'instar des conservateurs britanniques, approuvaient une politique de non-intervention mise en échec par les viola-

(7) *Ibid.*
(8) *Le Peuple* des 16 et 17 août 1936. Voir aussi les autres organes socialistes pour la même période.

tions allemandes et italiennes (9). La critique s'adressait implicitement à Spaak. Ce dernier ne pouvait l'ignorer. Le ministre des Affaires étrangères le lui reprochera d'ailleurs dans une lettre personnelle. Spaak y affirmait s'inscrire dans la même problématique que Vandervelde et défendait la parfaite adéquation entre sa politique et le principe de non-intervention: "J'atteste, écrivait-il en janvier 1938, que jusqu'au jour où vous êtes sorti du Ministère (Janvier 1937), vous n'avez jamais, ni devant moi, ni au Conseil, fait la moindre allusion à la possibilité ou à la nécessité de modifier notre politique espagnole (...). Ceci devrait, me semble-t-il, vous rendre plus indulgent pour ceux des socialistes qui, sur votre conseil et avec l'approbation du Parti, sont restés dans la position que vous aviez acceptée vous-même pendant plusieurs mois sans élever aucune protestation" (10).

Chez Spaak, la question espagnole était intégrée dans un tout cohérent: la collaboration gouvernementale ne représentait pas seulement une nécessité pour les socialistes mais représentait surtout le prolongement logique d'union nationale, versant interne indispensable de la politique d'indépendance. La politique espagnole était par conséquent strictement conçue en fonction de cette cohérence. Toute politique volontariste non alignée sur le Comité de non-intervention et sur la position britannique surtout, risquait d'ébranler cette cohérence. En 1938, cette position était partagée par tous les ministres socialistes et par une majorité de leaders syndicaux. A l'autre bout de l'échiquier politique et idéologique interne, une minorité se distinguait par une opposition radicale, tout aussi cohérente, à la collaboration gouvernementale, la politique d'indépendance et la politique de non-intervention. Elle se définissait non pas par rapport à une union nationale des classes et partis, mais par rapport à une dynamique de lutte antifasciste intérieure et internationale. Il s'agissait essentiellement d'anciens collaborateurs de "L'action socialiste", des Jeunes Gardes Socialistes, de membres de l'Anti-Oorlogsliga... et de de Brouckère. Leur point de vue sur la question espagnole était, quant au fond, partagé par des parlementaires comme Vandervelde, Rolin, Max Buset... qui, cependant, s'étaient engagés résolument à poursuivre la collaboration gouvernementale. Ce n'est que sous la pression des événements que leur problématique éclatera et se transformera, dans une marge de manoeuvre de plus en plus étroite, en dilemme lors du 3ème Congrès relatif à Burgos.

(9) *Le Peuple*, 1 jan. 1938.
(10) Robert ABS, *Catalogue II*, EV/1151/D, I.E.V. Bruxelles, 1974.

Il est curieux de prime abord de constater qu'une question aussi épineuse et fondamentale que la non-intervention ait créé bien moins de difficultés au sein du P.O. que la reconnaissance de Burgos elle-même. La raison tient essentiellement au fait qu'une redéfinition totale de la politique belge de non-intervention aurait contrevenu à l'ensemble de la politique étrangère et aurait probablement provoqué ipso facto la chute du gouvernement. Il allait donc de soi que la politique de non-intervention, pour contestable qu'elle fût, ne constituerait jamais un obstacle véritable au gouvernement. En cela, la non-intervention apparaissait comme quelque chose d'insaisissable pour les socialistes. La politique de non-intervention laissait la porte ouverte à suffisamment de souplesse et d'imprécisions pour éviter qu'elle suscitât l'adoption de positions tranchées. Ambiguité qui se traduisait par l'abstention socialiste sur la loi de non-intervention de juin 1937.

Arthur Gailly ne pensait pas autrement lorsqu'il indiquait à la Fédération des métallurgistes de Charleroi que la collaboration gouvernementale passait par l'acceptation de la non-intervention. Neutralisée par une législation de non-intervention, il ne restait à la solidarité avec les républicains qu'à s'exprimer soit clandestinement, soit dans les limites du "respect des lois" (11). Les griefs du parti contre la politique espagnole du gouvernement ne faisait que confirmer plus crûment l'impuissance politique des socialistes. Ainsi, tout en reconnaissant le tort que faisait cette politique au gouvernement régulier, le Bureau de la Commission Syndicale invoquait l'état de l'opinion internationale et la responsabilité des grandes puissances pour justifier que le gouvernement "ne pouvait que difficilement observer une attitude différente". Phénomène révélateur des interrogations et des impatiences qui s'exprimaient à la base était l'invitation de la Commission Syndicale à "la classe ouvrière à montrer une *large compréhension* de la situation politique difficile dans laquelle se trouv(ait) le gouvernement..." (12). Prenant conscience des implications de la guerre d'Espagne sur la situation politique et sociale en Belgique, les instances dirigeantes syndicales s'érigeaient progressivement en vigiles résolus de la non-intervention.

L'Espagne rouvrait en fait de vieilles blessures qui n'avaient jamais été véritablement cicatrisées. Le secrétaire général de la C.G.T.B. (la nouvelle dénomination de la C.S.), Corneille Mertens, relevait que l'opposition à Spaak provenait précisément des contes-

(11) *Le Peuple*, 1 fev. 1937.
(12) "Résolution du Bureau de la Commission Syndicale", *Le Peuple*, 6 fev. 1937.

tataires qui étaient à ses côtés lorsqu'il s'attaquait, dans "L'Action Socialiste", au réformisme des syndicats (13). N'est-ce pas eux qui sèment le désarroi au sein des masses en allant combattre le gouvernement aux côtés des adversaires communistes, disait-il (14). Aux Conseils Généraux de février-mars 1938, les positions étaient polarisées comme elles ne l'avaient jamais été depuis 1934. Titre significatif en première page du Peuple du 4 mars : "Corneille MERTENS expose le point de vue des syndicats. Louis DE BROUCKERE défend la position de l'I.O.S." (15). Celle-ci y était accusée d'adopter de par ses divisions internes des résolutions "maximalistes" et inapplicables pour les partis socialistes au pouvoir. La CGTB s'accordait avec les syndicats scandinaves (16). De son côté, Spaak réclamait une plus grande conformité des résolutions de l'I.O.S. avec la politique des gouvernements (17).

La politique d'indépendance belge n'était pas sans rapprochement avec la politique de non-intervention. Il était d'ailleurs aisé pour les critiques de gauche d'ironiser sur l'alignement de la Belgique sur les positions britanniques à propos de la guerre d'Espagne (18). Ce n'était pas là le moindre des paradoxes contre lesquels la gauche vitupérait. Pour Spaak au contraire, la non-intervention était le plus sûr moyen de sauvegarder la paix en Europe; le rétablissement de l'Espagne dans ses droits n'augmenterait que les possibilités de guerre. L'argumentation de Spaak comprenait à cet égard une certaine dimension "pacifiste intégrale" : "Pour tâcher d'éviter le bombardement de Madrid, ne serait-ce pas encore une responsabilité effroyable que risquer le bombardement de toutes les capitales européennes ?" (19). Chef de la diplomatie, Spaak se défendait de prendre parti dans le conflit espagnol qui divisait l'opinion belge, qui risquait d'avoir pour conséquence de menacer l'union nationale, et de contrarier les relations avec l'Allemagne.

La propagande socialiste ne pouvait négliger ou ignorer ces divisions. Les aspects révolutionnaires de la situation espagnole n'étaient pas occultés mais tenaient une place discrète en comparaison de la profusion des slogans rassembleurs qui faisaient autant

(13) Attaque directe de Corneille Mertens contre F. Brunfaut, A. Marteaux et I. Blume, tous 3 députés de la gauche socialiste bruxelloise.
(14) *Le Peuple*, 4 mars 1938.
(15) *Ibid.*
(16) *Le Mouvement Syndical Belge*, mars 1938, n° 3, pp. 91-93.
(17) *Le Peuple*, 23 fév. 1937.
(18) *A.P.C.*, 8 mai 1937. Voir l'intervention de Max Buset sur le projet de la loi de non-intervention.
(19) *Le Peuple*, 14 déc. 1936.

appel à la "morale" qu'à l'engagement politique.

Le discours tenu sur l'Espagne avait un caractère défensif en ce sens qu'il était appelé à répondre aux accusations passionnelles et bien souvent diffamatoires des adversaires. Démentant les visions sanguinaires et apocalyptiques que suscitaient les "rouges" dans l'extrême droite, le parti catholique et chez un grand nombre de libéraux, le discours socialiste (comme le discours communiste) s'évertuait à donner une image de l'Espagne républicaine conforme à l'identité ultra-légaliste qu'arborait le P.O.. Spaak y voyait une contradiction : "Ce sont les partis révolutionnaires qui sont aujourd'hui les plus ardents défenseurs de la légalité et ce sont les partis conservateurs qui se font les défenseurs de la révolution" (20).

*
* *

La question de Burgos vient dans un contexte difficile. Elle ne peut paraître comme une péripétie isolée mais plutôt comme un épiphénomène révélateur des attitudes antérieures du parti. Elle est la représentation de passions exacerbées et de prises de position des plus contrastées dans une année des plus tendues. Les débats intérieurs sont houleux et il ne faut pas moins de 4 séances en février-mars 38 au Conseil Général pour confirmer sa confiance au gouvernement sans pour autant arrêter une ligne politique définie. Evolution qui contrastait avec le Congrès d'octobre 1937 qui avait consacré une nouvelle fois l'unanimité du Parti. Avançant une série d'exigences allant du retrait des armées d'invasion au rétablissement du gouvernement légal dans ses droits internationaux, la résolution votée à l'unanimité concluait ainsi : "S'il dépend avant tout des grandes puissances que cette politique aboutisse, ces constatations ne sauraient dispenser les autres pays, dans la *mesure de leurs possibilités*, de mettre tout en oeuvre pour apporter à la démocratie espagnole une aide efficace" (21). Résolution suffisamment vague pour satisfaire tout le monde et qui n'était assortie d'aucun moyen d'exécution concret.

Aux séances du Conseil Général de février-mars 38, l'opposition à la politique gouvernementale s'élargissait sans s'engager dans un processus de rupture. Max Buset y établissait un bilan négatif de la politique d'indépendance qui "est avant tout la politique du roi" (22).

(20) A.P.S., 6 avril 1938. Relevons au passage que Spaak donnait là une bien curieuse définition de la "révolution".
(21) *Le Peuple*, 11 oct. 1937.
(22) *Le Peuple*, 24 fév. 1938.

Conséquences stratégiques en Europe de la menace que font peser les puissances fascistes sur l'Espagne, la Méditerranée et la France, refus de reconnaître au roi d'Italie le titre d'empereur d'Ethiopie... tels étaient les thèmes qu'il abordait pour souligner le danger d'un nouveau discrédit de la S.D.N.. Plutôt que de reprendre les griefs contre l'Allemagne et l'Italie, Mertens dénonçait la politique soviétique en Europe et en Espagne. Le gouvernement espagnol n'était-il pas lui aussi victime de l'URSS, demandait-il en substance ?

De Brouckère s'insurgeait contre les paroles du leader syndical. Au contraire, il persistait à voir en Espagne la démonstration de l'unité politique des masses populaires, condition qui restait sine qua non de victoire sur le fascisme : "Un camarade espagnol m'a dit : Madrid (sa défense) a été possible grâce à la IIIème Internationale, Teruel a été possible grâce à la IIème. Nous avons renversé le courant" (23).

L'internationalisme, "permanence" du socialisme, comme le disait Vandervelde, était directement placé au centre des débats. De Man s'attachait à donner un fondement doctrinal à la révision de l'internationalisme socialiste obsolescent et de son pendant libéral wilsonien. A un "capitalisme nouveau" correspondait un "socialisme nouveau" (24) soit le socialisme national. La révision de l'internationalisme socialiste dans sa conception pratique s'accompagnait chez de Man d'une critique en règle de sa version libérale humaniste qu'incarnait le système S.D.N. et qui trouvait au sein du Parti un de ses plus fervents avocats en la personne d'Henri Rolin.

A la gauche du Parti, l'Espagne était intégrée dans l'idée d'une résistance des Etats démocratiques au "bloc fasciste". "Bloc contre bloc", il importait de défendre toutes les composantes démocratiques contre l'impérialisme fasciste. A droite, le "réalisme" commandait d'invoquer l'irréalité de cette dichotomie idéologique à l'échelle internationale. L'Anschluss et Munich polarisaient les débats. La droite du Parti accusait la gauche de "bellicisme" tandis que celle-ci fustigeait les "concessions", les "capitulations" de celle-là. Deux conceptions qui sont ici très schématisées puisqu'elles sont décrites dans toute leur radicalité, se portaient ainsi la contradiction : "Toute guerre est pire que le mal qu'elle peut prétendre vaincre" disait-on à droite; "Défense de la liberté avant tout, même au prix de la paix", répondait-on à gauche (25). En décembre 38, de Man entamait sa

(23) *Le Peuple*, 4 mars 1938.
(24) H. de MAN, "Pour un Plan d'Action" *Cahier Révolution Constructive*, n° 1, s.d. p. 25.
(25) La presse socialiste et notamment *Le Peuple* publièrent 3 articles écrits

mission officieuse dans les capitales européennes en vue de mettre sur pied une Conférence des Puissances de Munich, convoquée par les Etats d'Oslo (26).

Dans un contexte aussi lourd, la reconnaissance de Burgos prenait pour ses opposants valeur de symbole. Au moment où convergent les effets de nouvelles tensions, Burgos surgit dans les préoccupations du Parti comme le point culminant de la question espagnole.

L'extrême-droite rexiste avait déjà réclamé la reconnaissance de Burgos dès l'installation du gouvernement franquiste. De leur côté, les sénateurs catholiques d'Aspremont-Lynden et de Dorlodot avaient saisi l'opportunité que leur offrait l'affaire de Borchgrave pour préconiser la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement républicain (27). Les diplomates belges trahissaient même leur "neutralité" par leurs inclinaisons idéologiques favorables aux nationalistes. Le 25 octobre 1936 déjà, l'ambassadeur belge, définitivement absent de Madrid depuis le déclenchement de l'insurrection, recommandait la reconnaissance de Franco (28). Dès juillet 37, le ministère des Affaires étrangères entamait secrètement le processus de la reconnaissance. Les milieux industriels mettaient en avant la menace qui pesait sur leurs interêts en Espagne. Leurs pressions conjuguées à celles des milieux diplomatiques et politiques s'intensifiaient en 1938 avec le rétrécissement du front républicain (29). Aux accusations idéologiques initiales venaient s'ajouter une argumentation économique et commerciale à laquelle les débats aux Congrès socialistes n'échapperaient pas.

La question de Burgos avait été abordée au Conseil Général de février 1938 mais elle y avait été vite résolue par une opposition unanime. Le ministre des Affaires étrangères avait lui-même donné les assurances nécessaires. Etablissant un bilan positif de sa politique, il rejetait les accusations de ses adversaires selon lesquelles l'Espagne en serait le victime. Dans un même élan, il s'engageait à s'opposer formellement à toute reconnaissance du gouvernement franquiste: "je n'enverrai pas de représentant à Burgos" (30). La

successivement par H. de Man (*Le Peuple* 1 nov. 1938); H. Rolin (*Le Peuple* 2 nov. 1938) et H. Vos (*Le Peuple* 3 nov. 1938).

(26) H. de MAN, *Cavalier seul. 45 années de socialisme européen*. Ed. du Cheval Ailé, Genève, 1948, p. 209.

(27) A.P.S., 4 fév. 1937.

(28) Everts, St. Jean de Luz, à Spaak, 25 oct. 1936, M.A.E.B., n° 11169, cité in José Gotovitch, "La Belgique et la guerre civile espagnole: un état des questions", *R.B.H.C.*, XIV, 1983, pp. 497-532.

(29) J. Gotovitch, *op.cit.*, pp. 14-16.

(30) *Le Peuple*, 27 fév. 1938.

cause paraissait entendue lorsque le 22 mars à la Chambre, pressé par les interpellations de la droite, il réitérait son refus de céder aux sollicitations de reconnaissance. La droite catholique et les libéraux, répliquait Spaak n'avaient-ils pas mis 18 ans pour accepter la reconnaissance de l'URSS ? (31) Cependant, ce n'était pas un refus absolu qu'il y opposait mais un refus nuancé et circonstancié. Il y soulignait qu'il n'y avait pas d'intérêt pour la Belgique à reconnaître la "rébellion espagnole". La reconnaissance de Burgos reviendrait à consacrer la "victoire d'un parti en Espagne". Or, elle n'était pas un fait acquis : "Je ne veux pas me lancer dans les prévisions mais il me paraît *prématuré* d'admettre, dès maintenant que la victoire de Franco est assurée et définitive". A ses yeux, l'argumentation commerciale et économique des catholiques et des libéraux ne résistait pas au caractère dérisoire des intérêts belges en Espagne. Comme s'il voulait éviter de fermer la porte à toute éventualité, Spaak précisait cependant : "J'aurais été mis de nouveau devant un cas de conscience difficile à résoudre, si vraiment, en ce moment, des intérêts économiques importants étaient lésés". Il reste que la différence entre un refus à une reconnaissance "prématurée" et "l'impossibilité morale absolue" comme le dira Vandervelde, de toute reconnaissance, allait prendre toute sa mesure en novembre.

Effectivement, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères rassurait l'ambassadeur belge, en villégiature à Saint Jean de Luz, en lui précisant que les paroles de Spaak valaient pour "les circonstances actuelles" (32)". L'hebdomadaire antifasciste "Combat" relevait également la nuance et annonçait un chantage futur de Spaak : "la reconnaissance de Franco ou je démisione !" lui prêtait-il (33). Au mois de mai, devenu Premier ministre, Spaak posait la question de confiance et esquivait ainsi un amendement qui réclamait l'envoi immédiat d'un représentant à Burgos. Il s'engageait par contre à envoyer une mission d'enquête sur les interêts économiques belges en territoire nationaliste. A la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, il déclarait que Franco ne serait pas satisfait par l'envoi d'un agent commercial à Burgos sans la reconnaissance préalable de facto de son gouvernement (34).

En août, l'éventualité d'une reconnaissance semblait écartée. L'armée républicaine menait l'offensive sur l'Ebre, et les pressions de Mussolini sur le Saint Siège avaient échouées : "la plus haute au-

(31) *A.P.C.*, 22 mars 1938.
(32) Van Langenhove à Everts, 11 mars 1938, M.A.E.B. n° 11169, cité in GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 15.
(33) *Combat*, 26 mars 1938.
(34) *Le Peuple*, 3 juin 1938.

torité spirituelle et morale du monde" a résisté à la reconnaissance de Burgos ! "Le gouvernement Spaak ne sera pas plus catholique que le Pape" écrivait Arthur Wauters (35). Deux mois plus tard, le 29 octobre, Spaak reconnaissait l'opportunité d'envoyer un agent général représentant les interêts belges en territoire nationaliste (36).

L'interêt de l'étude de la question de Burgos découle des arguments qui sont avancés de part et d'autre mais surtout des rapports de force qu'elle mettait en évidence au sein du Parti.

Depuis mars, plusieurs Fédérations insatisfaites de la simple motion de confiance votée au gouvernement, après de vives discussions, réclamaient la convocation urgente d'un Congrès extraordinaire sur la politique internationale. La formation du gouvernement Spaak, une série de prétextes, la crise de Munich et les élections communales d'octobre avaient repoussé le Congrès au mois de novembre. Le rapport de politique internationale de Vandervelde, rédigé à la veille des éléctions communales du 16 octobre, ne soulevait pas le problème de Burgos, puisque c'étaient les déclarations de Spaak qui amèneraient le Congrès à l'étudier. Réunies début novembre, les Fédérations socialistes s'opposaient à une reconnaissance. Cependant, ce refus unanime comprenait bien des nuances. Certaines Fédérations s'opposaient catégoriquement à Burgos (les Fédérations de Verviers, Bruxelles et Liège donnaient ainsi un mandat impératif en ce sens à leurs délégués au Congrès) tandis que la plupart ne se prononceraient qu'à l'issue du Congrès, c'est-à-dire après avoir pris connaissance des explications de Spaak. Les syndicats étaient favorables à une telle attitude (37). La Fédération bruxelloise à l'instar de Vandervelde s'était prononcée pour une "impossibilité morale absolue". Le mot d'ordre mis en avant était donc : *"ni céder, ni démissionner"*. Les préventions de Joseph Bondas, secrétaire général de la C.G.T.B., n'empêchèrent pas la Fédération de Liège d'adopter une position similaire (38).

A l'ouverture du Congrès, Vandervelde s'assurait des déclarations de Spaak au Conseil Général de février. Il excluait que le problème de Burgos puisse créer des difficultés au Congrès. La tâche de l'instance souveraine du Parti consistait à opérer une conciliation ou à défaut un *"redressement"* des positions relatives à la politique étrangère dans son ensemble : la politique intégralement belge, la S.D.N., le socialisme international. Il s'agissait de s'interroger sur la

(35) *Le Peuple*, 11 août 1938.
(36) *Le Peuple*, 29 oct. 1938.
(37) *Le Peuple*, 1 nov. 1938.
(38) *La Wallonie*, 31 oct. 1938.

compatibilité entre l'action gouvernementale et les objectifs poursuivis par l'I.O.S. qui étaient repris dans les résolutions antérieures du Parti. Le rôle indépendant du Parti ne saurait être remis en cause par l'action de ses ministres. L'acceptation du principe de la politique d'indépendance, dans la mesure où elle renforçait la S.D.N. et non "l'émasculer", ne pouvait cantonner le Parti dans l'inactivité. Plutôt que d'y voir une contradiction, Vandervelde soulignait la complémentarité antérieure des politiques gouvernementale et socialiste.

Ainsi, en marge de la politique gouvernementale qui poursuivait des objectifs "spécifiquement nationaux", il appartenait au P.O. de mener indépendamment ses propres objectifs. Il ne faisait aucun doute que les résolutions votées sur l'Espagne n'avaient pu être entièrement défendues par les ministres socialistes au sein du gouvernement mais, en retour, le rapport de Vandervelde leur demandait qu'ils ne fissent rien qui *"contredise"* les tendances de la politique internationale socialiste. Plutôt que d'engager une attaque frontale contre le "socialisme national", Vandervelde avait fait une synthèse des critiques et griefs émis contre les principes internationalistes par de Man et Spaak le mois précédant le Congrès (39).

Cette volonté de synthèse sur les grandes questions était compromise par l'épineuse question de Burgos que soulevait Spaak d'entrée de jeu. Mis en difficulté au Sénat par l'abstention des catholiques et des libéraux sur une question de confiance, Spaak devait bâtir sa plaidoirie sur trois arguments :

1) Un argument d'ordre économique. La mission Delcoigne qu'il avait chargée d'enquêter en "Espagne nationaliste", recommandait la reconnaissance du gouvernement franquiste comme condition nécessaire à la représentation des interêts économiques belges, qui en la circonstance prenaient la valeur d'*"interêt général"* pour la Belgique. De Brouckère s'était auparavant attaqué à la représentation de *"l'argent des industriels"*. Cette argumentation économique qu'avançait Spaak était mal accueillie au Congrès (40).

2) L'alignement diplomatique. La Belgique ne pouvait souffrir d'une marginalisation. C'est un argument qui réfutait l'aspect "moral" de la question qui ne manquait pas de soulever ses censeurs. La question de Burgos relevait-elle réellement de "l'honneur socialiste" alors que les gouvernements socialistes homogènes du Dane-

(39) "Rapport de Politique Internationale", *Le Peuple*, 27 oct. 1938.
(40) *Journal de Charleroi*, 6 nov. 1938.

mark et de Norvège y avaient déjà envoyé une représentation commerciale ? Non, répondait Spaak. La longue expérience gouvernementale des scandinaves leur avait appris à distinguer "l'esprit partisan" de "l'intérêt général". Dès lors, la question ne se présentait pas en termes moraux : représentation à Burgos (déshonneur) ou refus de Burgos ("impossibilité morale absolue") (41).

3) La stabilité gouvernementale ne pouvait résister à une "victoire sentimentale". "Ni céder, ni démissionner" était tout simplement irréalisable, estimait le Premier Ministre. Effectivement, argumenter sur la collaboration gouvernementale était toucher une corde sensible du P.O., surtout de la C.G.T.B.. Le 3ème argument reprenait de manière plus large le premier. La déflation guettait à nouveau, le Bloc catholique s'opposait au caractère obligatoire de l'assurance-chômage... Que pouvait bien faire le P.O.B. dans une situation aussi lourde de menaces, quelles étaient les perspectives qui se dessineraient à l'horizon de l'opposition gouvernementale s'interrogeait Arthur Jauniaux, le président des mutualités socialistes ? L'opposition était devenue impossible disait-il en substance (42). Le minsitre gantois, Gust Balthazar, fixait les enjeux en répondant aux opposants à Burgos : "Notre désaccord dépasse Burgos. Il s'agit de notre conception de l'avenir du mouvement ouvrier. Les uns considèrent la collaboration gouvernementale comme un incident auquel il faut mettre fin le plus tôt, c'est une politique d'aventures. Les autres considèrent que la classe ouvrière a atteint un degré de maturité suffisant pour ne pas se laisser mettre au ban du gouvernement et de la vie nationale. C'est une politique de la démocratie". Balthazar brandissait la menace d'une *concentration à droite.* Il annonçait la defaite des socialistes en Flandre en cas d'élections provoquées par la chute du gouvernement sur Burgos (43).

Herman Vos, sénateur d'Anvers, surenchérissait dans le même sens. La reconnaissance aurait eu finalement peu d'incidence sur les relations avec les républicains et sur les rapports de force entre les camps en présence. En décembre, la reconnaissance de Burgos apparaissait comme un fait inéluctable. Mettre en péril le gouvernement sur "Burgos" revenait à remettre en cause le "capital moral" que le Parti s'y était constitué (44). En tant que parti de gouvernement,

(41) *Le Peuple*, 6 nov. 1938.
(42) *Ibid.*
(43) *Le Peuple*, 1 déc. 1938.
(44) *Le Peuple*, 6 déc. 1938.

disait Henri de Man, un retour à l'opposition (suite à une crise gouvernementale), paraissait inacceptable. D'ailleurs, la majorité de l'opinion n'était-elle pas favorable à une reconnaissance de Burgos ? Même au sein de la classe ouvrière, il existait une "masse flottante" inintéressée par la controverse autour de Burgos (45). Achille Delattre, syndicaliste et ministre du travail, avait déjà avancé un argument similaire lors des débats provoqués par la démission de Vandervelde. A ceux qui y dénonçaient alors la politique de non-intervention, il avait répondu que la classe ouvrière était intéressée avant tout par la politique intérieure. Henri Rolin lui avait alors relevé que les meetings pour l'Espagne rassemblaient plus de monde que tout autres. "Parce que, répliqua Delattre, on y envoie les meilleurs orateurs, mais la classe ouvrière s'intéresse à son sort avant tout" (46). L'Espagne était-elle l'affaire de quelques militants fervents, de quelques intellectuels talentueux...?

L'opposition assimilait l'envoi d'un représentant commercial à la reconnaissance pure et simple du gouvernement franquiste et de tout ce qu'il symbolisait pour l'*antifascisme*. Dans cette perspective, la reconnaissance était proprement inadmissible. La concession de Burgos ne lancerait-elle pas en outre le Parti dans une spirale de capitulations devant la droite ? La question de Burgos n'étant pas inscrite dans la déclaration gouvernementale de mai, il appartenait à Spaak, estimait Max Buset, de reprendre l'initiative contre le chantage des partenaires gouvernementaux. Spaak était appelé à définir à la droite une limite à ne pas dépasser. Comme Rolin, Buset émettait l'hypothèse d'une division dans les rangs libéraux.

Les positions des orateurs défendues de part et d'autre s'inscrivaient en fait dans le droit fil des positions initialement défendues dans les débats autour de la politique de non-intervention. Seul parmi les orateurs, le secrétaire des métallurgistes, Arthur Gailly, y faisait exception. Il s'était montré un des plus farouches soutiens à la politique de non-intervention. Mais les inquiétudes que soulevait la politique d'indépendance, mêlées aux déceptions de la politique sociale et économique du gouvernement l'avaient incité dans un premier temps à rejoindre l'opposition à Burgos. Il contestait en outre à la C.G.T.B. le monopole dont celle-ci se prévalait, de la représentativité du sentiment de la base syndicale (47).

La Commission des résolutions n'échappait pas à ces divisions qui séparaient ses membres wallons et bruxellois d'un côté, des mem-

(45) *Ibid.*
(46) *Le Peuple*, 27 fév. 1937.
(47) *Le Peuple*, 6 déc. 1938.

bres flamands de l'autre (48). A la quasi-unanimité cependant le Congrès votait une résolution sur Burgos qui n'excluait pas les négociations intra-gouvernementales et qui faisait "confiance aux ministres socialistes pour qu'aucune décision définitive ne soit prise sans qu'un Congrès ne se soit prononcé". C'était le compromis, l'unité était sauve. C'était aussi l'avis du "Vooruit". Le journal de la Fédération gantoise estimait qu'il n'était pas inopportun cependant de poursuivre une enquête approfondie sur les conditions dans lesquelles un représentant pourrait être envoyé à Burgos (49). Le compromis ouvrait ainsi la porte à l'équivoque et ne satisfaisait pourtant pas le Premier Ministre. Car de Brouckère estimait par contre qu'en cas de désaccord entre les trois partis, c'est-à-dire si les catholiques et les libéraux campaient sur leurs positions, c'était au statu quo de prévaloir, comme le laissait penser le silence prudent de la déclaration gouvernementale sur Burgos. Toute initiative devrait être préalablement acceptée par un Congrès.

C'était à contre-coeur que Spaak s'était rallié à la résolution sur Burgos qui en fait ne faisait que reporter le problème à un Congrès ultérieur. La résolution qui semblait consacrer la victoire de la "tendance vanderveldienne" était rejetée par les partenaires gouvernementaux: la crise ministérielle pesait à nouveau comme l'épée de Damoclès. Mis en échec sur Burgos et sur le problème de l'alcool, contraint par les pressions des autres partis, Spaak allait réagir le lendemain. La commission de politique étrangère, initialement partagée sur les nuances relatives à la politique d'indépendance, avait pu enfin réunir l'unanimité autour d'un texte, qui la veille avait bénéficié de l'accord de Spaak, mais "à la dernière heure, pour ne pas dire à la dernière minute" devait écrire Vandervelde dans ses "Carnets", le Premier Ministre déclarait ne pas pouvoir approuver un tel texte qui était assorti de conditions jugées par trop contraignantes (50). Spaak exigait du Congrès non pas une approbation de principe et motivée de la politique étrangère mais une approbation pure et simple. Sous la menace de tirer les conséquences d'un refus, il mettait en demeure le Parti et la *presse socialiste* de conformer leurs actes et leurs écrits à une adhésion de principe à sa politique. Les critiques fusaient contre une telle exigence (51). Rolin s'insurgeait contre l'ordre du jour de Spaak en quoi il voyait l'abandon du système de la S.D.N. et la consécration implicite de la

(48) *Le Peuple*, 6 nov. 1938.
(49) *Le Peuple*, 12 nov. 1938.
(50) Emile VANDERVELDE, *Carnets 1934-1938*, Les Editions Internationales, Paris, 1966, p. 104.
(51) *Le Peuple*, 8 nov. 1938.

neutralité de la Belgique et de la politique de non-intervention en Espagne. De son côté, le "Patron" jugeait incompatible la résolution sur Burgos et "l'approbation aveugle" que réclamait Spaak.

Les événements se précipitaient. Tandis que sur la proposition du président du Congrès, le texte de la Commission de politique étrangère était renvoyé à l'unanimité au Conseil Général; dans un même élan, les délégués des Fédérations se prononçaient majoritairement pour la confiance pure et simple réclamée par Spaak (52). Spaak avait obtenu une majorité de trois contre un mais le vote s'était déroulé dans la confusion la plus complète comme en atteste le compte-rendu de l'organe officiel du Parti (53). On en était arrivé à l'aberration qui consistait à voir une majorité du Congrès se prononcer "pour le Premier Ministre contre l'unanimité de la Commission, c'est-à-dire le Congrès lui-même" (54). Ce vote amenait Vandervelde à ne pas demander le renouvellement de son mandat présidentiel (55).

Ainsi le Congrès avait adopté trois résolutions différentes relatives à la politique internationale: une résolution de confiance en l'I.O.S.; une relative à Burgos; la confiance à Spaak.
L'adhésion motivée à la politique étrangère du gouvernement ayant été paradoxalement renvoyée à l'unanimité au Conseil Général. La résolution sur Burgos n'écartait pas l'équivoque, la confiance à Spaak était votée dans la confusion et finalement la politique internationale se trouvait compartimentée en trois parties apparemment distinctes. La confiance à Spaak ne l'autoriserait-elle pas à contrecarrer les deux résolutions précédentes? Il était certain que Spaak n'avait pas perdu la première bataille.

Le discours du Premier Ministre devant le Sénat le 29 novembre relançait le débat. Des "événements" récents obligeaient le gouvernement à arrêter une décision définitive sur Burgos, et dorénavant le gouvernement exposerait sa politique "devant le parlement, et devant le parlement seul" lançait Spaak sous les applaudissements des catholiques, des libéraux et de l'extrême-droite (56). Il fixait deux objectifs parallèles: poursuite de la politique de non-intervention et retrait envisageable du Comité de non-intervention (concession

(52) Par 386.000 voix contre 132.000 et 34.000 abstentions.
(53) *Le Peuple*, 8 nov. 1938.
(54) Emile VANDERVELDE, *op.cit.*, pp. 104-105.
(55) Dans ses *Combats inachevés*, Spaak ne relève pas les Congrès de Burgos. Il consacre tout au plus une page à l'affaire de Borchgrave et à la démission de Vandervelde du gouvernement.
Tome 1, *De l'Indépendance à l'Alliance*, Fayard, Paris, 1969.
(56) *A.P.S.*, 29 nov. 1938.

éventuelle à l'opposition socialiste); *ouverture de négociations officielles* avec Burgos en vue de se mettre dans une "situation identique à celle de la quasi-unanimité des pays européens" (soit une formule souple entre la représentation commerciale et diplomatique). Dégagé de toute "idéologie", le discours se voulait "réaliste". En plus des arguments habituels, il recourait ouvertement à l'argumentation commerciale et politique du Comité Central Industriel en reprenant même leurs griefs à l'encontre du gouvernement républicain ("spoliations", "assassinats"...)(57).

A l'exception de neuf d'entre eux, les sénateurs socialistes prirent acte des déclarations de Spaak. Arthur Jauniaux se félicitait de la "clairvoyance" de Spaak et rappelait que Burgos ne devait menacer indéfiniment "l'intérêt national incontestable" (58). Vandervelde au contraire critiqua sévèrement l'attitude des sénateurs socialistes (59). Le rappel de l'ambassadeur d'Espagne, jugé proprement "inadmissible" par certaines Fédérations, persuadait par ailleurs l'opposition socialiste de la justesse de sa cause (60). Au Bureau, un texte du secrétaire Auguste De Block était rejeté par Gailly, Buset et Vandervelde car il se résignait au "fait accompli" de Spaak (61). Pour Vandervelde, le Parti était amené à choisir entre le "glissement à droite" ou le "redressement à gauche" (62).

Pendant que le Bureau du Parti se réunissait et essayait d'arrêter une formule de compromis en son propre sein, le gouvernement annonçait la démission du ministre des finances qui préconisait une politique économique ouvertement déflationniste. Il annonçait par ailleurs une importante déclaration à la chambre le 6 décembre sur sa politique économique et sur ses projets de réforme sociale. Soit un *"coup de barre à gauche"* sur le plan intérieur (63).

Au Congrès du 5 décembre, les débats portaient essentiellement sur les effets intérieurs de la question de Burgos. Les réactions à l'attitude du Premier Ministre étaient partagées selon les positions définies par rapport à "Burgos". A droite, on imputait aux seuls catholiques et libéraux la responsabilité de la représentation à Burgos. La gauche accusait par contre Spaak d'avoir mis le Parti devant le *"fait accompli"*. "La bourgeoisie va jusqu'à imposer nos hommes"

(57) *Ibid.*
(58) *Ibid.*
(59) *Le Peuple*, 6 dec. 1938.
(60) Notamment la Fédération de Gand-Eeklo qui accusait le gouvernement républicain de vouloir faire pression sur la politique belge.
(61) Emile VANDERVELDE, *op.cit.*, p. 113.
(62) *Le Peuple*, 4 dec. 1938.
(63) Emile VANDERVELDE, *op.cit.*, p. 113.

lançait Gailly (64). Rolin s'efforçait de trouver des compensations à une représentation qui lui semblait inéluctable (65). A nouveau la commission des résolutions était divisée. A la résolution de la minorité qui mettait en évidence les conséquences néfastes d'une crise gouvernementale, la résolution de la majorité opposait "l'impossibilité morale absolue" à tout envoi d'un représentant, et jugeait "dérisoire" les compensations (retrait du Comité de non-intervention) du gouvernement. Wauters indiqua à Balthazar que la résolution de la majorité ne pourrait impérativement souffrir d'aucune indiscipline. "Elle implique que chacun doit prendre ses responsabilités, les ministres aussi" (66). La résolution de la majorité était adoptée par 372.000 voix contre 187.000 et 8.000 abstentions (67). Le lendemain devant la chambre, le Premier Ministre déclarait: "il faut que chacun prenne ses responsabilités là où elles doivent être prises, c'est-à-dire, pour les mandataires de la nation, au parlement et nulle part ailleurs" (68). Il affirmait n'avoir rien à retrancher de ses déclarations du *29 novembre*. Les réactions sur les bancs socialistes étaient vives. Majorité du groupe et Spaak s'installaient spectaculairement dans un discours de sourd. Louis Piérard déposa un ordre du jour qui approuvait les déclarations du gouvernement en matière économique et sociale mais regrettait par ailleurs la poursuite des négociations avec Burgos. Un ordre du jour de confiance totale était cependant voté par la chambre. Le groupe socialiste se divisait sur cet ordre du jour. Les quatre ministres socialistes et quatorze députés flamands votaient pour la confiance tandis que la majorité du groupe votait contre.

Les divisions des députés socialistes reflétaient les divisions au vote de la veille. Spaak ouvertement opposé à la résolution du Congrès, la démission du gouvernement semblait inévitable.
Démission? Rupture? Le Bureau du Parti neutralisait la situation en prévenant la démission de Spaak. Le gouvernement bénéficierait ainsi d'une *"trêve"*, d'un "répit" de deux à trois semaines afin *"de régler certaines questions urgentes"* (69). Les négociations avec Burgos se poursuivaient et la "trêve" devenait élastique. Après la mort

(64) *Le Peuple*, 6 dec. 1938.
(65) Robert ABS, *op.cit.*, Catalogue V, 1213.
(66) *Le Peuple*, 6 déc. 1938.
(67) *Ibid.* La résolution de la minorité recueillait la plupart des voix des Fédérations flamandes. VANDERVELDE, *op.cit.*, p. 115. *De Volksgazet* du 22 nov. 1938 publiait déjà l'argumentation qu'avait donnée l'organe social-démocrate officiel suédois sur la représentation commerciale.
(68) *A.P.C.*, 6 déc. 1938.
(69) Emile VANDERVELDE, *Carnets, op.cit.*, p. 118. Il s'agissait de permettre le vote du budget et du contingent.

de Vandervelde, le 27 décembre, le gouvernement était toujours en place.

Les exigences de Franco faisaient traîner les négociations. Mais le 11 janvier 1939, le *Bureau approuvait la politique extérieure* et intérieure du gouvernement. Il n'était donc plus question de démission, du moins avant le règlement de l'affaire, et le Bureau convoquait le Conseil Général. Ainsi donc après les ministres socialistes et une partie des parlementaires, c'était au tour du Bureau d'entrer en opposition ouverte avec le Congrès de décembre. De Man y défendait l'évolution positive de la politique étrangère et les nouvelles propositions que Spaak avait faites devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat. Le Premier Ministre n'avait pas exclu la possibilité d'une révision de la politique de non-intervention (mais en des termes très vagues cependant) dans le cas où le retrait des troupes allemandes et italiennes en Espagne restait inexécuté. En outre un accord avec Burgos était alors en vue. Dès lors ce qui importait, disait de Man, était de poursuivre la collaboration gouvernementale afin d'amener la diplomatie à agir en ce sens. Un nouveau compromis en somme. Le Bureau était prêt à poser la "question de confiance" au Congrès (70). Cet avis n'était pas partagé par Buset, Gailly et Wauters, tous trois absents du Bureau lorsque celui-ci appuya le gouvernement. Ils reconnaissaient accepter une représentation exclusivement commerciale à Burgos, mais seulement en échange de la garantie d'une politique active favorable au gouvernement républicain. Or, les déclarations de Spaak et de de Man n'avaient pas répondu aux conditions qu'ils avaient mises en avant.

Le Conseil Général ne tranchait donc pas en faveur du Bureau et un troisième Congrès était convoqué. Il s'agissait d'un Congrès extrêmement controversé par l'opposition au Bureau. Ce Congrès mettait en lumière les problèmes de démocratie interne qui agitaient le P.O.B. Le Congrès était effectivement convoqué en l'espace de trois jours. Délai assurément trop court pour que toutes les Fédérations aient eu le temps de se réunir, mais les impatiences des catholiques et des libéraux, les négociations avec Burgos l'exigeaient sous peine de mettre en difficulté le gouvernement (71). Les conditions dans lesquelles le Congrès se réunissait provoquaient un débat statutaire qui recoupait le débat politique. Le Bureau était mis sur la sellette. Ne se prononçait-il pas (par une procédure autoritaire) contre les résolutions de deux Congrès successifs qui s'étaient réunis en un mois ? Le Bureau n'avait-il pas posé un acte attentatoire à la souveraineté du Congrès et mettant celui-ci devant le "fait accompli" et en

(70) *Le Peuple*, 13 jan. 1939.
(71) *Ibid.*

le menaçant de sa démission au cas où il serait désavoué? Tels étaient les griefs portés contre lui par la gauche du Parti. A travers le Bureau, les critiques visaient la politique du Parti, définie au niveau des instances dirigeantes et du gouvernement. On en venait à l'image classique des masses réduites au silence par des apparatchiks parfaitement intégrés dans un système politique étranger à celle-ci : "On demande en somme, écrivait de Brouckère absent au Congrès, aux délégués de violer la volonté expresse de leurs mandats et de donner à la classe ouvrière cette impression redoutable qu'elle n'a plus rien à dire dans sa propre maison..." (72).

Au même moment la situation militaire des républicains était des plus critiques. Le front républicain en Catalogne se réduisait de manière spectaculaire et Barcelone était sur le point d'être pris dans un étau.

Le jour même du Congrès, Spaak signait l'accord d'échange avec le gouvernement franquiste : il lui était impossible de discuter de la diplomatie devant un parti politique. Quant aux compensations, Spaak restait dans le vague. Sur la liberté commerciale des armes en faveur des républicains, Spaak répondait à la gauche : "question qui pourrait éventuellement se poser, je ne prends aucun engagement, mais je déclare que je ne ferai jamais une politique qui puisse être dangereuse pour le Belgique" (73). La Commission des résolutions ne démentait pas ses divisions, mais de Man avait mis le Congrès en garde contre un désaveu du Bureau qui induirait par voie de conséquence la démission du gouvernement. Cette démission serait suivie de celle du Bureau. Démission qui risquait de décapiter le Parti et de menacer son unité. L'acceptation implicite de l'accord avec Burgos et la procédure du Bureau étaient ainsi liées. Toute contestation pouvant dès lors porter à croire à des conséquences imprévisibles. La résolution de Huy-Waremme qui critiquait la procédure, soutenue par une partie de la Commission, était rejetée. La résolution votée protestait platoniquement contre l'envoi d'un représentant à Burgos (fait devenu "acquis") mais défendait la poursuite de la collaboration gouvernementale. Elle mentionnait en outre l'éventualité d'une révision de la politique belge au sein du Comité de non-intervention (74).

La majorité oppositionnelle était ainsi renversée. La résolution recueillait les voix de toutes les Fédérations flamandes, même si certaines d'entre elles étaient divisées, et celles des Fédérations de

(72) *Le Peuple*, 15 jan. 1939.
(73) *Ibid.*
(74) Elle recueillait 362.000 voix contre 19.700 et 7.000 abstentions.

Charleroi et du Borinage. Bruxelles et Liège votaient massivement contre (75). Les Fédérations réputées être les plus combatives, les plus à gauche, (celles qui étaient surtout en concurrence électorale et politique avec le Parti Communiste) étaient donc restées fermement opposées au compromis qui s'était forgé par l'évolution des rapports de force.

Le climat politique en Belgique était fortement détérioré et le P.O. cherchait à se renforcer devant les menaces persistantes de crise ministérielle. L'attitude du 3ème Congrès dans la question de Burgos n'empêchait nullement la presse socialiste de diffuser ses appels à la solidarité avec les républicains espagnols. Mais les discours tenus sur l'Espagne empruntaient un ton nouveau: celui de l'anticommunisme. Les divisions des républicains à Madrid sur la question de la médiation avec les nationalistes étaient largement répercutées dans la propagande du Parti. On n'en était plus au silence prudent qui recouvrait les divisions politiques des républicains. Les accusations contre les communistes espagnols éclataient au grand jour comme si elles étaient l'expression de vieilles rancunes contenues. Elles se mettaient au diapason des critiques traditionnelles entendues en Belgique.

L'opposition mise en échec ne devait cependant lancer une offensive contre la direction majoritaire du Parti. L'organe des Jeunes Gardes dénonçait bien "l'unité-paravent abritant en réalité la décomposition du P.O.B." et appelait les masses à recourir à l'action directe contre le gouvernement mais sans aller plus loin (76). Rolin et Gailly s'étaient résignés au compromis. D'aucuns en tiraient la conclusion d'un nécessaire ralliement au Parti Communiste. Enfin Buset et de Brouckère, les dirigeants qui s'étaient montrés les plus fermes opposants à "Burgos", exhortaient de manière pathétique les militants à ne pas quitter le Parti en guise de protestation (77).

La chute du gouvernement Spaak sur une "pelure d'orange", l'affaire Martens, relevait de l'ironie de l'histoire, tandis que l'Espagne sombrait progressivement dans l'oubli. Les élections législatives d'avril galvanisaient en effet le regroupement du Parti autour de Spaak: "Pour une Belgique unie, pour un gouvernement stable, contre la déflation". Tel était le mot d'ordre éléctoral. Le Congrès d'avril constatant l'échec électoral décidait sur des motifs essentiellement intérieurs de ne pas rester au gouvernement. C'était en fait comme "parti de gouvernement" que le P.O. entrait dans

(75) *Le Peuple*, 15 jan. 1939.
(76) *J.G.S. - Jeunesse Nouvelle*, 21 jan. 1939.
(77) *Le Peuple*, 22 jan. 1939.

l'opposition (78). Au mois de mai, Henri de Man était élu à la présidence du Parti.

(78) *Le Peuple*, 17 avril 1939.